

# Rapport moral 2012 d'Agir pour l'Environnement

Adopté à l'unanimité des adhérents présents  
Lors de l'Assemblée générale de l'association tenue le 13 juillet 2013

---

## 2012 : Le changement... vraiment ?

A l'issue d'une séquence électorale riche en rebondissement, la France a changé de président et de majorité parlementaire.

La fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy s'est soldée par un désintérêt complet du chef de l'Etat pour les questions écologiques, climatiques et énergétiques. A tel point que le ministère de l'écologie s'est retrouvé, après la démission de Nathalie Kosciusko-Morizet appelée à devenir porte-parole du candidat, sans ministre durant trois longs mois ; un première depuis 1974 !

La préparation du sommet onusien de Rio+20 s'est ainsi effectuée sans ministre de tutelle. Les politiques écologiques ont ainsi connu un trou noir symbolique à plusieurs titres. Après une longue période durant laquelle le Grenelle de l'environnement a fait illusion, la précédente majorité s'est détournée des questions environnementales. Mécaniquement, le désintérêt de l'ancien chef de l'Etat pour l'écologie s'est traduit par un désintérêt des médias.

Le changement de majorité a créé un espoir et laissé croire à un changement de politique. Force est de constater que le changement de majorité est nécessaire mais insuffisant pour engager une véritable transition écologique de la société.

Sans mobilisation citoyenne, le conservatisme de la classe politique française reprend trop rapidement ses droits et les vieux réflexes productivistes dictent le tempo à des décideurs plus enclins à engager la France sur la voie de la rupture.

De Rio+20 à Notre-Dame des Landes, de la conférence environnementale au débat nationale sur la transition énergétique, l'association Agir pour l'Environnement n'a eu de cesse d'appeler cette classe politique à la responsabilité et à la cohérence. Le Grenelle de l'environnement nous a appris une chose : les discours ne sont rien sans les actes. Quelque soit l'ambition du verbe, le changement se mesure aux décisions prises.

Or, la crainte du changement est, semble-t-il, un marqueur politique du gouvernement Ayrault. A vouloir ménager la chèvre et le chou, ce gouvernement aboutit à ériger le statu quo en mode d'actions, créant de fait une sorte de « mouvement perpétuel ».

De fait, ce qui a amené les citoyennes et citoyens à contester l'intérêt supposé de certains grands projets d'infrastructure reste d'actualité. Avec une étonnante cécité, le premier ministre a cru bon devoir tenter de passer en force sur le dossier emblématique du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes ; engendrant, en réaction, une mobilisation citoyenne d'une ampleur historique. Entre 30 000 et 40 000 personnes se sont mobilisées à Notre-Dame des Landes. L'entêtement du nouveau gouvernement à imposer ce projet d'aéroport illustre parfaitement les ambiguïtés d'une majorité de décideurs politiques.

En ouvrant plus largement Agir pour l'Environnement aux adhérentes et adhérents, l'association espère amplifier notre capacité à peser sur les décisions prises. En moins de six mois, Agir pour l'Environnement a réuni plus de 2000 adhérent-es, démontrant par là-même la confiance que vous nous apportez.

Ce réseau constitué de citoyen-nes déterminé-es à peser sur le cours des choses ne se satisfera pas d'un changement de pure forme. A l'heure des crises écologiques, l'urgence appelle de nos élus, une cohérence dans le temps et dans l'espace qui peine à être au rendez-vous. En décernant un carton rouge à Nicolas Sarkozy et un carton jaune à François Hollande, Agir pour l'Environnement n'a fait que constater que le changement restait à écrire et qu'il n'interviendrait pas sans une vaste mobilisation citoyenne. En 2012, nous avons changé de politiques. En 2013, il faudra changer de Politique.

Philippe COLOMB  
Président

# Rapport d'activité 2012 d'Agir pour l'Environnement

Adopté à l'unanimité des adhérents présents  
Lors de l'Assemblée générale de l'association tenue le 13 juillet 2013

---

## 1) Vie de l'Association

Au cours de l'année 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois (les 07 février, 03 juillet, 29 octobre et 12 décembre 2012). Les membres du Conseil d'administration ont pu poursuivre les échanges initiés durant les CA physiques sur la liste électronique réservée aux administrateurs-trices. Le 17 mars, une assemblée générale extraordinaire a adopté de nouveaux statuts d'Agir pour l'Environnement. Cette modification statutaire ouvre la voie à l'adhésion de particuliers, ceci permettant, à terme, de prétendre être agréée et reconnue « association représentative ».

**Neuf documents ont été édités en 2012 dont trois lettres (une lettre-bilan, une lettre présentant Agir pour l'Environnement, une lettre spéciale Rio+20), deux campagnes (nucléaire et automobile), trois alertes (élections présidentielles, grands projets inutiles, débat énergie) et un appel à don**, envoyés à un réseau de 13723 signataires.

Cinquante-deux communiqués a été adressée à la presse et relayée sur les différents espaces électroniques que constituent la page facebook d'APE (46 000 « fans »), ainsi que l'espace twitter (3800 « followers ») et le site internet de l'association (9 000 visites/mois). Parallèlement à la diffusion de communiqués, une centaine d'articles (95) comprenant des points de vue, réactions, vidéos et dessins d'Agir ont été diffusés sur le blog. En complément des réseaux sociaux, Agir pour l'Environnement diffuse un courriel-actu (information) à 25 000 personnes et un courriel-action (mobilisation) à plus de 70 000 personnes. Sept courriel-hebdo et 15 courriels-action ont été diffusés à une base d'adresses toujours plus larges et sur des thèmes aussi variés que : Notre-Dame des Landes, les subventions à la pollution, le Jour de la Nuit, la sobriété automobile, la conférence environnementale, le désarmement nucléaire, le soutien au fond « énergie partagée », l'élection présidentielle, le ministère de l'écologie, le nucléaire, rio+20, l'agriculture biologique, les pesticides.

Au-delà du site institutionnel de l'association, des sites thématiques initiés par l'association ont vu le jour (aeroport-nonmerci.fr, <http://30h.fr/>, <http://www.jevotepourlaplanete.fr/>, [ministere-ecologie.fr](http://ministere-ecologie.fr) et <http://cinquminutescontrelenuclaire.fr/>). La boutique en ligne (+25% par rapport à 2011) ainsi que la page offrant la possibilité d'adhérer en ligne ont connu une affluence record.

La quatrième édition du Jour de la Nuit, coordonnée par Agir pour l'Environnement, a connu une fois encore un véritable succès.

**L'équipe de salariés permanents** a peu évolué en 2012 :

- **Stephen Kerckhove**, délégué général assure l'animation de l'équipe, représente l'association. Il suit l'exécution du budget et assure notamment le suivi des campagnes Climat et Energie / Transport et infrastructures / Publicité et Téléphonie mobile;
- **Larissa de Kokcho**, embauchée avec l'appui de la région Ile-de-France en tant que coordinatrice des campagnes Agriculture/Santé environnement. Elle s'occupe de l'organisation du Jour de la Nuit.
- **Sophie Bordère**, embauchée avec l'appui de la région Ile-de-France en tant que coordinatrice des campagnes Gouvernance mondiale/Eau/Gaz de schiste/Pesticides.
- **Martin Serieye** a été embauché à temps partiel (30%) afin de s'occuper de l'activité Web de l'association. Il a développé notre communication externe en animant les réseaux sociaux tout en développant de nouveaux outils.
- Durant six mois, **Hanifa Challab** a été stagiaire d'Agir pour l'Environnement. Elle a eu pour mission d'animer le Jour de la Nuit, en lien avec Larissa de Kochko.

Un certain nombre d'activités ont été réalisées par des bénévoles de l'association, notamment tout ce qui concerne la mise sous pli des documents de campagne commandés et destinés à nos signataires. Agir pour l'Environnement a adhéré à plusieurs réseaux notamment au Réseau Action Climat, Réseau Sortir du nucléaire, à InfOGM, à NatureParif et à l'Ordif.

L'association a par ailleurs assisté à la Conférence environnement et participe activement au débat national sur la transition énergétique. Elle continue à assister à la commission de concertation parisienne sur la téléphonie mobile.

## **2) L'action générale d'Agir pour l'Environnement**

En 2012, trois « Alerte », deux campagnes ainsi que trois lettres spéciales d'Agir pour l'Environnement ont été diffusées auprès des signataires de l'association. Faisant suite à l'Assemblée générale extraordinaire, une lettre spéciale « Agir pour l'Environnement, j'adhère » a été adressée aux signataires de l'association afin de leur proposer d'adhérer. Des sites pétitions sont venus compléter les mobilisations citoyennes.

**Campagne n°35 - Nucléaire : Mille et une façons d'en sortir !**

**Alerte n°13 – Présidentielles**

**Lettre d'Agir pour l'Environnement spéciale Rio+20**

**Alerte n°14 – Les grands projets inutiles... ça suffit !**

**Campagne n°36 – Automobile : La sobriété... maintenant !**

**Alerte n°15 – Gaz de schiste, nucléaire, agrocarburant : Non merci !**

### ***A. Des campagnes collectives de mobilisation***

2012 fut clairement une année charnière où les politiques publiques furent suspendus aux résultats des élections présidentielles et législatives. Année pivot, elle n'en fut pas moins une année d'activités intenses. Un an après la catastrophe de Fukushima, l'effet du temps semble amener certains responsables politiques à occulter la dangerosité intrinsèque du nucléaire afin de relancer, à marche forcée, une technologie décriée. 2012 fut l'année du 20<sup>e</sup> anniversaire du Sommet de Rio. L'absence incompréhensible de la France dans la préparation de ce sommet Rio+20 a limité l'impact et l'écho de ce nouveau sommet de la Terre. A l'instar des « Grenelle » en tout genre, les sommets internationaux sont devenus des exercices de style, passage obligé vers une marchandisation toujours plus importante du vivant.

Bien que la campagne présidentielle n'ait que peu abordée les questions écologiques, marquant ainsi un véritable reflux en matière de « centralité » de la problématique environnementale, la question énergétique fut néanmoins brièvement évoquée par les deux derniers candidats en lice à l'élection présidentielle. Un débat entourant la question de l'avenir du nucléaire a obligé François Hollande à préciser ses intentions vis-à-vis des deux réacteurs de Fessenheim. Il est par contre resté très flou sur l'impact qu'aurait un passage de 75% à 50% de la part du nucléaire dans l'énergie finale consommée sur le nombre de réacteurs en fonctionnement en 2025.

Après son élection, le nouveau chef de l'Etat, François Hollande a organisé une conférence environnementale. Alors que de nombreux acteurs ont pu estimer cette conférence comme « fondatrice » ou « historique », Agir pour l'Environnement a pour sa part déploré le peu d'annonces concrètes. Après l'échec du Grenelle, la méfiance à l'égard des grands discours parisiens doit être la règle. D'autant que ce discours relève des ambiguïtés dont Notre-Dame des Landes est l'un des symptômes les plus évidents. Après un coup de force du Premier ministre (et ancien maire de Nantes) dont l'ambition était de bouter les activistes installés sur les terrains nécessaires à la création du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, une vaste mobilisation citoyenne réunissant entre 30 000 et 40 000 personnes a eu lieu. Des centaines de comités locaux « NDDL » se sont constitués insufflant une nouvelle dynamique au mouvement écologique. Il est peu de dire qu'après la séquence « Grenelle », le mouvement associatif avait besoin d'un nouvel élan militant. Gageons que la mobilisation citoyenne pourra obtenir de véritables succès et non plus se contenter de résister à la marchandisation du monde.

# ***Les nouvelles campagnes d'Agir pour l'Environnement en 2012***

## **Campagne n°35 - Nucléaire : Mille et une façons d'en sortir !**

**Date de lancement :** Janvier 2011

**Diffusion :** 75.000 exemplaires

**Partenariat :** Greenpeace, Réseau Sortir du Nucléaire, Attac, Confédération paysanne, Réseau Sortir du nucléaire, la Fondation France Libertés, Biocoop, Générations futures, Réseau Action Climat, WECF, Nature et Progrès, Enercoop, Cédra, Résistance à l'agression publicitaire

**Contexte :** Moins d'un an après la catastrophe nucléaire de Fukushima qui a mis un terme aux secrets espoirs du lobby nucléaire de voir l'industrie nucléaire renaître de cendres radioactives, la France tente, a contrario, à nier l'évidence. Alors que l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et l'Italie ont annoncé leur volonté d'arrêter les réacteurs nucléaires encore en fonctionnement sur leur territoire, que la Japon a également implicitement décidé de stopper la cinquantaine de réacteurs en activité, l'Hexagone reste une terre d'accueil pour une industrie qui ne semble pas vouloir prendre la mesure du rejet populaire dont elle fait l'objet.

C'est ainsi que la campagne présidentielle n'a que peu abordé cette question essentielle. Pire, les deux derniers candidats en lice ont fait assaut d'amabilité et réduit la question de la sortie du nucléaire à la seule fermeture des deux réacteurs de Fessenheim. François Hollande a néanmoins consenti à envisager une baisse de la part du nucléaire de 75% à 50% de la consommation finale d'électricité d'ici à 2025 (soit bien après la fin de son éventuel second mandat). L'urgence d'une sortie du nucléaire semble donc très loin d'être à l'ordre du jour.

En parallèle à cette position du nouveau chef de l'Etat, la classe politique française demeure pétrifier à l'idée d'engager une nécessaire transition énergétique, faisant ainsi prendre à la France un retard considérable.

**Évolution :** Face au conservatisme d'une grande majorité de la classe politique française, Agir pour l'Environnement a édité un document dont l'ambition est de démontrer qu'il est possible, sans attendre une décision politique, de sortir du nucléaire en tant que consommateurs, usagers, militants, sympathisants, épargnants, abonnés-es de revue...

**Résultats :** Une fois n'est pas coutume, les cibles de la campagne ont été des structures associatives connues pour leur engagement anti-nucléaire. Les signataires d'Agir pour l'Environnement ont ainsi été invité à s'abonner à la revue de Global Chance, adhérer à l'association NegaWatt, mobiliser son épargne en faveur d'Energie partagée ou choisir Enercoop comme fournisseur d'énergie. Les structures dont le document de campagne faisait la promotion ont été agréablement surprises par les bons retours dont elles ont bénéficiés. Force est donc de constater qu'il est toujours nécessaire d'assurer une bonne circulation de l'information entre structures afin que les adhérents et réseaux puissent mieux se connaître. L'outil « Agir pour l'Environnement » a ainsi été mis à disposition des structures « amies » et à pleinement jouer son rôle.

**Cinq minutes contre le nucléaire :** Constatant la propension, sans cesse renouvelée, de la classe politique au déni face à la menace nucléaire, Agir pour l'Environnement a décidé de s'engager en faveur d'une opération qu'elle a coordonnée, appelée « Cinq minutes contre le nucléaire ». L'ambition était de mobiliser plusieurs milliers de citoyens durant cinq minutes en les invitant à éteindre leur lampe entre 19h55 et 20h, période durant laquelle la France, à cause du chauffage électrique, est en période de pointe de consommation. Plus de 12 000 personnes ont participé à cette action de mobilisation citoyenne. <http://www.cinqminutescontrelenucleaire.fr>

**Documents produits :** Quatre pages de campagne, Courriel-action spécial « Energie partagée » diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'internaute, site internet dédié.

## **Alerte n°13 – Présidentielle : Je vote pour la planète**

**Date de lancement :** Avril 2012

**Diffusion :** 25.000 exemplaires

**Contexte :** Alors que la campagne présidentielle de 2007 avait été l'occasion d'une vaste mobilisation citoyenne initiée notamment avec la fondation Nicolas Hulot autour du pacte écologique qui avait amené les candidats à l'élection présidentielle à s'engager en faveur de l'environnement (et ainsi mettre au cœur de cette élection les questions écologiques), l'élection de 2012 fut clairement centrée sur d'autres thématiques.

Après cinq années durant lesquelles, le Grenelle a laissé croire que le verbe pouvait largement compenser l'absence de décisions, la lassitude de certains réseaux d'associations alliée à un trop-plein d'écologie « hors-sol » a limité l'influence des ONG dans la campagne.

**Évolution :** Agir pour l'Environnement a donc pris l'initiative d'éditer un document reçu le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle et ciblant les deux derniers candidats en lice. Durant les quinze jours séparant le 1<sup>er</sup> et second tour de l'élection présidentielle, plusieurs milliers de citoyens ont ainsi eu l'occasion d'interpeller François Hollande et Nicolas Sarkozy. A la suite de cette mobilisation citoyenne, les deux candidats ont accepté de répondre à Agir pour l'Environnement. A la lecture de ces réponses, l'association a pris la responsabilité de décerner un carton rouge à Nicolas Sarkozy pour l'ensemble de sa politique et pour la vacuité des engagements pris et un carton jaune à François Hollande pour l'ambiguïté entourant un grand nombre d'engagements formulés.

**Site Internet :** Deux sites internet ont conçu et édité avant la séquence électorale. Le premier site [www.ministere-ecologie.fr](http://www.ministere-ecologie.fr) a été mis en ligne le 1<sup>er</sup> avril et a eu vocation à dénoncer la démission de Nathalie Kosciusko-Morizet du ministère de l'écologie le 23 février et son non-remplacement. Depuis sa création en 1974, l'absence de ministre pour représenter le ministère était une première. Cet « abandon de poste » comme l'a titré Agir pour l'Environnement dans l'édito de sa Lettre, a été symbolique d'un quinquennat durant lequel la saturation médiatique aura été la règle et les réglementations favorables à l'écologie l'exception. Ce site « poisson d'avril » annonçait fictivement la fermeture du site internet du ministère et a été partagé, en quelques heures, à plus de 5000 fois sur facebook. Un second site internet a été mis en ligne [www.jevotepourlaplanete.fr](http://www.jevotepourlaplanete.fr) a permis de mobiliser plus largement la communauté du oueb.

**Documents produits :** Alerte, Livre « Hold-up sur l'écologie », sites internet, courriers et dossiers de presse.

## **Lettre d'Agir pour l'Environnement spéciale Rio+20**

**Date de lancement :** Mai 2012

**Diffusion :** 10.000 exemplaires

**Partenariat :** [France Libertés, 4D et les JNE étaient partenaires du colloque. Attac, Amis de la Terre, Aitec et une quinzaine d'autres organisations de la société civile regroupés dans un collectif regroupé pour la campagne « la nature est un bien commun, non à l'économie verte ]

**Contexte :** **De Johannesburg, écologie hors sol, duplicité des élus qui parle d'écologie à l'international et poursuivent les grands projets inutiles localement.** Fort de son expertise sur la promotion de la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement (OME) (campagne 2003) et suite à l'alerte sur le Sommet de Copenhague, APE a décidé de travailler en 2012 sur le Sommet de la Terre de Rio+20 afin de sensibiliser les citoyens français aux enjeux d'une telle conférence et d'inciter les décideurs nationaux à prendre de réelles mesures de protection de l'environnement, allant dans le sens d'une transition. Les deux thèmes principaux de Rio+20 étaient la « gouvernance internationale » et l'« économie verte ». APE a décidé de s'orienter sur le thème de l'économie verte, qui était en lien avec des sujets déjà traités (Agrocarburants, climat, protection des biens communs etc.). L'économie verte permettait également de faire le lien entre le Sommet International de Rio et des luttes plus locales telles que les gaz de schistes ou les grands projets inutiles.

**Evolution :** Le Sommet de Rio+20 a comme prévu été un échec puisqu'il n'y a eu aucun accord contraignant, aucune avancée, ni même aucune date de mise en œuvre. Malgré le fait que les Etats-Unis et l'ONU se soient félicités du texte final, RIO+20 n'a fait que confirmer le choix de nos décideurs

politiques de perpétuer un système capitaliste basé sur la consommation et le profit. Si ce Sommet de la Terre n'a pas permis de revirement de situation ou de promotion de la transition, il fait émerger au sein du grand public un thème qui risque de perdurer : l'économie verte, prônée par le gouvernement français. Agir pour l'environnement était déjà reconnu pour son travail sur la question de l'OME. Les actions menées sur la dénonciation de l' « économie verte » ont permis à APE de se faire connaître comme l'un des acteurs à part entière sur le sujet, autant auprès des autres organisations que des médias. Plusieurs journalistes ont appelés l'association pour avoir une interview sur Rio+20, toujours en lien avec la question de l' « économie verte ».

**Action « La nature n'est pas à vendre »** : Dans le cadre de la journée de mobilisation internationale à l'occasion de l'ouverture de Rio+20, le collectif de la campagne contre l'économie verte a décidé d'organiser un happening pour dénoncer la financiarisation des ressources naturelles. Agir Pour l'Environnement a pris part à l'organisation de cette action décalée dont le but était de vendre la planète Terre aux enchères à des multinationales (Veolio, Tatal, Arriva etc.) afin de symboliser la marchandisation de la nature. L'action a été un succès puisque plusieurs médias étaient sur place (France Inter, AFP, Libération, Ushuaïa TV...) et qu'une vidéo et un article sur liberation.fr, une dépêche AFP et un article sur youphil.com ont été publiés. Nous avons également employé un monteur professionnel qui a filmé l'action et a réalisé un petit film pour le collectif qui a été diffusé via nos différentes organisations.

- **Après-midi débat**: Organisé dans le cadre de la campagne « *La nature est un bien commun, non à leur économie verte* » le 9 juin 2012 à la salle Diaconesse, cet événement a pris la forme d'un après-midi consacré à la dénonciation de l'économie verte telle que présentée par le PNUE, les chefs d'Etats et de gouvernements et les multinationales. Deux tables rondes sont venues accompagner trois ateliers thématiques (financiarisation des ressources/réappropriation du pouvoir par les citoyens/réinterroger la croissance et le progrès technique). Agir Pour l'Environnement a pleinement participé à l'organisation de cet après-midi via le groupe de travail du collectif. Mise en place et organisation du programme, recherche d'intervenant, travail en amont sur les ateliers, communication etc.

**Colloque « Sommet de Rio+20 : Notre maison brûle... toujours ! »** Colloque du 5 juin 2012 au Sénat (à l'invitation de Ronan Dantec): Organisé par Agir pour l'Environnement, avec le soutien financier de la région Ile de France et en partenariat avec France Libertés/4D/JNE, ce colloque a rassemblé environ 150 personnes sur une journée. Deux tables rondes ayant pour objectif de présenter les enjeux de Rio+20 ont été organisées, la première « Notre maison brûle, faut-il regarder ailleurs » sur le bilan environnemental de ces vingt dernières années et les enjeux cachés de l'économie verte. La seconde intitulée « Quelle gouvernance internationale pour le monde de demain » a porté sur la gouvernance et l'exemplarité de nos décideurs. Ce colloque a également réuni divers acteurs tels que des militants, des élus, des directeurs d'associations et des syndicats. Le programme : <http://agirpourenvironnement.org/blog/programme-du-colloque-rio20-notre-maison-brule-toujours-3450>

**Documents produits** : Campagne, lettre, communiqués.

## **Alerte n°14 – Les grands projets inutiles... ça suffit !**

**Date de lancement** : Juin 2012

**Diffusion** : 20.000 exemplaires

**Partenariat** : Acipa

**Contexte** : Le sommet de Rio+20 a mis en lumière la duplicité persistante de nombreux élus multipliant les grands discours généreux en faveur de l'écologie tout en poursuivant un patient travail de destruction des écosystèmes. En France, nombres de projets « inutiles » font l'objet d'une contestation radicale. Parmi ces projets contestés, nombreux sont les infrastructures de transport. En soutien à l'Acipa, association opposée au projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, Agir pour l'Environnement a participé au second forum des grands projets inutiles. Cette participation a pris la forme d'une animation d'un atelier sur les projets autoroutiers et de l'intervention de l'association à un atelier sur le bilan du Grenelle.

Malgré une mobilisation qui n'a pas faibli, le premier ministre (et ancien maire de Nantes) a décidé de tenter d'expulser les militants et habitants logeant sur les terrains « destinés » à accueillir le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes. L'usage de la violence à l'endroit des « zadistes » a engendré

un vaste mouvement de solidarité dont l'un des points d'orgue a été le rassemblement de réoccupation qui a eu lieu le 17 novembre 2012.

**Evolution :** Agir pour l'Environnement a eu l'occasion, à de nombreuses reprises, de mener campagne sur le thème des grands projets inutiles. Dès 2008, l'association a initié une campagne de mobilisation citoyenne contre le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes en lien avec l'Acipa. De fait, Agir pour l'Environnement a une bonne connaissance des luttes locales et des acteurs mobilisés. Ce positionnement lui a permis de rédiger, coordonner et recueillir la signature de 12 ONG en faveur d'une déclaration commune dénonçant les violences perpétrées à Notre-Dame des Landes. Cette déclaration commune a permis l'expression des associations nationales opposées à ce projet qui n'avait pas brillé, avant cette déclaration, par une très grande présence médiatique et politique. Par cette déclaration, les associations signataires appelaient l'ensemble des réseaux à se mobiliser en faveur de la constitution de comités locaux NDDL.

Participant au débat sur la transition énergétique impulsé par le Gouvernement, Agir pour l'Environnement a obtenu que la question des infrastructures de transport fasse partie intégrante du débat et qu'aucun tabou ni a priori ne puisse écarter, implicitement ou explicitement, la question des grandes infrastructures énergivores.

Le schéma national des infrastructures de transport a inscrit plus de 245 milliards d'euros de projets d'infrastructures. Constant l'impossibilité de financer autant d'infrastructures, le gouvernement a décidé de solliciter 6 parlementaires et 4 experts en vue de réétudier l'ensemble des projets et de les hiérarchiser. En lien avec le Réseau Action Climat, Agir pour l'Environnement a vivement protesté contre cette façon de faire, excluant de fait les associations de cette réévaluation. Cette exclusion a une incidence directe sur l'appréhension du dossier puisque les paramètres écologiques (artificialisation des terres agricoles, impact énergétique et climatique...) ne sont abordés qu'à la marge. L'association a rencontré le directeur de cabinet du ministre des transports afin de lui faire part de ses protestations officielles.

**Mobilisation en ligne :** Agir pour l'Environnement a décidé de mobiliser sa communauté en ligne en lançant le site [www.aeroport-nonmerci.fr](http://www.aeroport-nonmerci.fr) qui a recueilli plus de 35 000 signatures. Ces signatures ont été remises à la ministre de l'écologie à l'occasion d'une action menée pendant la première session du débat national sur la transition énergétique.

**Documents produits :** Campagne, déclaration solennelle de 12 ONG, site pétition, communiqué, lettre ouverte.

### **Campagne n°36 – Automobile : La sobriété... maintenant !**

**Date de lancement :** Septembre 2012

**Diffusion :** 50.000 exemplaires

**Partenariat :** Réseau Action Climat, Greenpeace, WECF, Respire, Fnaut, Réseau Environnement Santé, Attac, Les Amis de la Terre, Fédération des Usagers de la Bicyclette

**Contexte :** Le secteur de l'automobile traverse une crise systémique. Le renchérissement du coût des matières pétrolières et les effets du dérèglement climatique crée un environnement peu propice au développement du parc automobile. La France dont le parc automobile est le plus diésélisé d'Europe connaît également le contre-coût des effets sanitaires des microparticules. Alors que depuis 2008, les nuages s'accumulent à l'horizon, les constructeurs automobiles font le dos rond en espérant que cette crise ne soit que passagère. Stratégie de dénis amenant les constructeurs à multiplier les offres de véhicules lourds et énergivores (en version 4x4) tout en communiquant à l'envie en faveur de véhicules électriques dont les ventes demeurent anecdotiques. Face à la multiplication des plans « de sauvegarde de l'emploi », le ministre du redressement productif a présenté un énième plan « voiture électrique ». L'Union européenne s'apprête également à revoir son règlement « CO2 et véhicule particulier » afin de durcir la législation en vigueur.

**Evolution :** Bien que les constructeurs automobiles hexagonaux soient globalement mieux placés que leurs concurrents européens en matière de rejets de gaz à effet de serre, Renault et Peugeot sont globalement inexistantes au niveau européen ; laissant ainsi la place aux constructeurs allemands qui peuvent ainsi imposer leur vue. C'est ainsi que les objectifs en matière de rejets de gaz à effet de serre sont modulés en fonction du poids du véhicule, ceci ayant pour effet de favoriser les véhicules lourds. Agir pour l'Environnement, en lien avec le Réseau Action Climat, a eu l'occasion de sensibiliser certains parlementaires européens ainsi que certains membres des cabinets du ministère

du redressement productif ainsi que ceux du ministère des transports sur les demandes des associations formulées dans le cadre de l'adoption du règlement « efficacité énergétique des véhicules particuliers ».

Au niveau français, les responsables politiques courent après l'illusion de la voiture électrique, en espérant sauver un secteur en crise en promouvant une technologie qui ne représenterait, d'ici une vingtaine d'année, moins de 5% du parc automobile français.

**Colloque « Quel avenir pour l'automobile face aux contraintes écologiques et sanitaires ? »** : A l'invitation de Denis Baupin, vice-président de l'Assemblée nationale, Agir pour l'Environnement, Greenpeace et le Réseau Action Climat ont organisé un colloque sur l'avenir de l'automobile. Tout au long d'une journée, trois tables rondes ont réunis une quinzaine d'intervenants exposant leur sentiment sur les raisons de la crise frappant le secteur automobile. Dans un cadre pluraliste et respectueux de la diversité des acteurs présents, ce colloque fut un lieu d'échanges propices à l'approfondissement. Environ 150 personnes ont assisté à ce colloque. Des actes écrits seront édités.

**Documents produits** : Campagne, lettres, communiqués, actes de colloque

## **Alerte n°15 – Gaz de schiste, nucléaire, agrocarburant : Non merci !**

**Date de lancement** : Octobre 2012

**Diffusion** : 20.000 exemplaires

**Partenariat** : Collectif contre les gaz et huiles de schiste, Réseau Sortir du nucléaire

**Contexte** : Face à la menace climatique, aux renchérissements du coût du pétrole, aux mobilisations locales contre l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schistes, la France ne peut plus échapper à une vaste réflexion sur sa politique énergétique. A peine élu, le nouveau chef de l'Etat a annoncé l'organisation d'une conférence environnementale et le lancement d'un débat national sur la transition énergétique.

Pour Agir pour l'Environnement, un débat n'a de sens que s'il s'inscrit dans une cohérence et une démarche sincère. Le précédent « grenelle » a échaudé les associations et les ONG n'accepteront plus de participer à une grand-messe écologique dont la vocation première serait d'entretenir le buzz médiatique et ce au détriment des décisions précises.

Au regard des saillis d'un certain nombre de ministre pro-nucléaire en faveur de l'atome (« énergie d'avenir » pour le ministre du redressement productif), il est peu de dire que l'incohérence est souvent au rendez-vous. Pour s'opposer à cette duplicité, Agir pour l'Environnement a déroulé une bache de plus de 100 m<sup>2</sup> du haut de la roche de Solutré (fief électoral du ministre du redressement productif) et commandé un sondage auprès de l'institut BVA. Selon ce sondage, le nucléaire serait une énergie d'avenir pour seulement 13% des sondés ; les gaz de schiste pour seulement 3%. Les énergies renouvelables seraient par contre considérées comme une énergie d'avenir pour 82% des sondés.

**Conférence environnementale** : Ne souhaitant pas modifier les équilibres associatifs issus du Grenelle de l'environnement, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a sollicité les associations faisant partie du Conseil national du développement durable et du grenelle de l'environnement (CNDDGE) pour participer à la conférence environnementale. Agir pour l'Environnement ne faisant pas partie des associations « grenello-compatibles », elle n'a pas été sollicitée. Agir pour l'Environnement a néanmoins été invité à assister aux discours du chef de l'Etat et celui du chef du gouvernement. Jouant de se rôle central, Agir pour l'Environnement a activement préparé le « off » de la conférence environnementale en associant tout à la fois les ONG sollicitées pour participer à la conférence environnementale et celles n'ayant pas été invitées à y participer. Agir pour l'Environnement a donc organisé les 30 heures pour la sobriété, opération qui prit la forme d'un rassemblement devant la conférence environnementale, place Léna et d'une mobilisation en ligne. En terme d'annonces politiques, la conférence environnementale fut assez pauvre, même si de nombreux acteurs (notamment politiques) crurent bon de devoir applaudir des résultats très en deçà de ce qu'il faudrait pour résorber les causes des crises écologiques.

Parallèlement à cette mobilisation collective, l'association a édité un document intitulé « les 110 propositions pour l'environnement » récapitulant les exigences de l'association.

**Débat nationale sur la transition énergétique** : Après avoir fait connaître ses exigences (arrêt des violences à NDDL, possibilité de débattre des infrastructures de transports, possibilité de poser comme hypothèse une sortie du nucléaire...), Agir pour l'Environnement a accepté de participer au débat national sur la transition énergétique. Cette participation ne vaut bien évidemment pas validation, a priori, du résultat de ce débat national. Aussi étonnamment que cela puisse paraître, les



deux premières sessions de ce débat ont été dédiées à l'organisation du débat. Plus de 120 personnes réparties en 7 collèges sont donc réunies en vue de débattre, non pas de la politique énergétique du pays, mais du cadre formel permettant l'organisation du débat. La multiplication des enceintes de débat crée de fait un flou dont il est difficile de cerner le « quifaitquoi ».

**Documents produits :** Campagne, action anti-nucléaire du haut de la roche de Solutré, sondage BVA, publication des 110 propositions d'agir pour l'environnement

## ***Les anciennes campagnes d'Agir pour l'Environnement***

### **Campagne n°29 : Wifi, 3G, WiMax... Tchermobile ?**

**Historique et évolution en 2011 :** Agir pour l'Environnement a poursuivi sa veille institutionnelle sur la question de la téléphonie mobile et travaille activement avec l'association Priartém. Au niveau parisien, l'association a tenté d'infléchir la négociation entourant la réforme de la charte parisienne sur la téléphonie mobile.

### **Campagne n°34 : J'aime la bio**

**Historique et évolution en 2011 :** Vingt-huit partenaires, asso environnementales, de solidarité internationale, de consommateurs, d'agriculteurs etc...  
Editée à 120 000 exemplaires et diffusée à 110 000 exemplaires.

L'objectif premier de la campagne était de permettre le maintien et l'amplification d'une dynamique de développement de la bio en France. Le Grenelle de l'environnement a fixé un objectif de 20 % de surfaces biologiques à moyen terme : les outils de développement agricole peuvent être organisés autour de cet objectif et de ses implications.

Pour atteindre cet objectif nous avons décidé de travailler sur plusieurs axes:

- assurer des aides aux agriculteurs bio et en conversion qui soient à la fois suffisantes et sécurisantes (pérennes et non sujettes à remise en cause permanente),
- éviter toute « distorsion de concurrence » de la part de dispositifs moins-disant sur le plan environnemental : il est inadmissible qu'un agriculteur qui se contente de supprimer quelques engrais dans une zone de captage d'eau (mais qui maintient l'usage de pesticides) touche plus d'aide qu'un agriculteur bio,
- garantir un financement des organisations de développement de l'agriculture biologique (GAB, FNAB et associations bio) pour qu'elles puissent réaliser l'accompagnement nécessaire,
- mobiliser 20 % des fonds de développement agricole et des fonds de la recherche agronomique sur l'agriculture biologique,
- banaliser les techniques biologiques au sein des fermes conventionnelles, de façon à faciliter des conversions ultérieures et à améliorer la prise en compte de l'environnement sur l'ensemble des fermes françaises (lutte biologique, travail superficiel du sol, rotations complexes, restauration des haies et des zones de régulation écologique, compostage des effluents d'élevage, autonomie des élevages en protéines...)
- faciliter l'accès au foncier.

Les cibles institutionnelles de la campagne :

- Président de la République : (aucun RDV obtenu, mais courrier renvoyé nous répondant que beaucoup de chose avaient déjà été mises en place...)
- Agences de l'Eau (préparation du X<sup>ème</sup> plan en cours) : (quelques contacts obtenues avec certaines agences mais on a souvent renvoyé vers la FNAB : le chargé de mission eau discute souvent avec elles)
- FNSAFER (accès au foncier) : RDV obtenu mais discussion renvoyée vers des interlocuteurs plus concernés directement par la question du foncier : Terre de Liens

Cette campagne s'inscrit dans une démarche globale qui a été entamée avec un grand nombre d'acteurs de l'agriculture biologique afin de la valorisée. L'objectif est plus celui de mettre en avant le sujet et prouver que c'est le mode de production le plus abouti et le plus performant, dans une période où les dégâts sanitaires et environnementaux des pesticides et de l'agriculture industrielle sont de plus en plus avérés.

De ce point de vue la campagne fût une réussite au niveau de son animation.

\* salons bio (marjolaine, primevère, vivre autrement...)

\* cahier fnab + colloque Fnab : participation APE + remise à chacun des représentants politiques la campagne

\* salon de l'agriculture, avec juste avant la sortie d'une tribune dans le Monde pour attirer l'attention sur les demandes de l'AB

\* semaine des alternatives aux pesticides + colloque sur les pesticides et leur influence sur la santé des agriculteurs.

\* livre de J.C sur l'AB pour nourrir le monde

\* campagne en parallèle avec l'UNAF sur les abeilles et les OGM. Rencontres autour de ces thèmes ex : Faites sans OGM etc...campagne avec + de 290741 Signatures. Un lien internet entre cette pétition et notre campagne avait été fait, ce qui a brassé beaucoup de visite sur notre site internet et la page de notre campagne C34.

L'actualité sur les pesticides et sur les OGM a été importante pendant cette période, ce qui a permis de souvent parler de l'AB.

Forts de cette dynamique positive plusieurs acteurs de la bio ont décidé de poursuivre leur élan afin d'essayer de créer un véritable contre poids aux lobbies de l'agro-industrie.

Des projets se mettent en place afin de voir comment mettre en commun nos volontés et nos savoirs faire pour permettre à l'agriculture biologique de devenir enfin la norme et non plus l'exception.

## ***B. Actions spécifiques d'Agir pour l'Environnement en 2011***

En 2011, l'association a organisé un grand nombre d'actions spécifiques liées aux campagnes de mobilisation citoyenne. Ces opérations ont eu le mérite de faire vivre les campagnes en associant plus largement le grand public et les décideurs politiques et économiques.

**Modification statutaire et ouverture aux adhérent-es :** En date du 17 mars 2012, une assemblée générale extraordinaire d'Agir pour l'Environnement a entériné une réforme statutaire de l'association qui conduit l'association à s'ouvrir plus largement aux adhésions de particuliers. L'objectif est d'atteindre rapidement le seuil de 2000 adhérent-es permettant à Agir pour l'Environnement d'être agréée « association nationale de protection de l'environnement » et ensuite prétendre être considérée comme « représentative ».

**Quatrième édition du Jour de la Nuit :** La quatrième édition du Jour de la Nuit, organisée le 13 octobre 2012, continue de sensibiliser les citoyens sur les conséquences de cette pollution lumineuse. Elle permet de renouer un lien avec la nuit noire et magique, grâce à la mise en place de plus de 600 événements, soit 100 de plus que l'an dernier ! L'engouement est toujours aussi fort et cette festivité devient un moment incontournable de l'année.

L'outre-mer a été très présente cette année plus que les autres années. Cet événement se développe donc aussi dans les DOM-TOM (et en Nouvelle Calédonie). Une internationalisation s'amorce réellement : Cette année, des activités étaient inscrites en Suisse, en Australie et au Canada.

Toute la mise en œuvre du projet est menée par Agir pour l'environnement. Cette année, l'équipe en charge de la coordination du Jour de la Nuit était composée d'une permanente, coordinatrice de campagne, Larissa de Kochko et d'une stagiaire en charge de la communication environnementale et de l'animation de projet, Hanifa Challab.

La quatrième édition du Jour de la Nuit a réunit 23 partenaires : associations de protection de l'environnement, associations d'éducation populaire, associations de collectivités locales et regroupement de gestionnaires d'espaces naturels et de structures de projets territoriaux. Soit 3 nouveaux partenaires : Noé conservation, Fondation Good Planet et La fête de la science.

De nouveaux futurs partenariats ont aussi été envisagés cette année comme avec les Scouts et les Guides de France qui ont participé à cette édition en formant tous les cadres animateurs de leurs équipes aux problématiques liées à la protection de l'environnement nocturne et aux conséquences du sur-éclairage.

Avec 600 manifestations organisées, plus de 250 collectivités locales et 150 organisations locales organisatrices, le Jour de la nuit devient donc un événement ancré dans l'agenda annuel.

L'année dernière, le succès était déjà énorme et nous en étions à 500 événements organisés sur toute la France. Les 600 événements de cette année et surtout son internationalisation naissante nous donne vraiment confiance en l'avenir pour la diffusion et la survie de cet événement annuel !

> **Bilan complet du quatrième Jour de la Nuit en annexe**

## **C. Autres actions d'Agir pour l'Environnement en 2012**

**Détail des courriels-hebdo et courriels-actions envoyés :**

**Courriel Hebdo :**

11/01 - Résolution 2012 : Un panier bio, local et de saison / semaine ! | Courriel'Hebdo  
25/01 - Courriel'Hebdo | Libérons la France des armes nucléaires  
27/02 - Courriel'Hebdo | UNE : La Semaine sans pesticides  
22/03 - Courriel'Hebdo | UNE : L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité  
14/04 - Courriel'Hebdo | (Demi) Poisson d'Avril + bilan printemps 2012  
16/05 - Courriel'Hebdo | Spécial Rio+20  
05/12 - Courriel'Hebdo & invitation au colloque "Quel avenir pour l'automobile ?"

**Courriel Action :**

02/02 - ACTION Nationale | 5 minutes contre le nucléaire !  
11/02 - [Rappel] 5 minutes contre le nucléaire, c'est ce samedi soir !  
05/03 - Campagne pétitions | Nucléaire... mille et une façons d'en sortir !  
10/03 - Dimanche 11 mars, 2 actions pour sortir du nucléaire !  
27/03 - Signez l'appel "Je vote pour la planète !"  
01/04 - [ALERTE] Fermeture du site du ministère de l'écologie  
23/04 - [ALERTE PRESIDENTIELLE] On ne lâche rien !  
04/05 - [Bilan Alerte] Ce sera un carton rouge ET carton jaune !  
04/09 - Faites mentir Arnaud Montebourg ! | Courriel'Action  
14/09 - Cyber-manif marathon de 30h.fr pour la sobriété énergétique !  
28/09 - [CARTES PETITIONS] Automobile : La sobriété... maintenant !  
09/10 - ★ J-4 / 528 évènements ► Le Jour de la Nuit 2012 est là !  
16/10 - URGENT ! // Stop aux subventions à la pollution !  
26/10 - PETITION // Aéroport Notre-Dame des Landes : NON MERCI !  
13/11 - ACTION // TOUTES et TOUS à Notre Dame des Landes !  
16/12 - SOS // Engagez-vous pour l'environnement !

Au total, c'est **1 000 000** d'emails qui ont été envoyé !

<http://aeroport-nonmerci.fr/> - 76 700 visites,  
<http://30h.fr/> - 12 500 visites,  
<http://www.jevotepourlaplanete.fr/> - 20 800 visites,  
<http://ministere-ecologie.fr/> - 21 000 visites,  
<http://cinqminutescontrelenucleaire.fr/> - 41 800 visites

Au total cela représente : 172 000 visites pour 2012.

En comparaison, le site internet d'APE c'est 107 500 visites sur l'année et le Jour de la nuit 31 700.

Pour info également :

La boutique en ligne (14 000 visites : +24% par rapport à 2011)  
Les dons et adhésions en ligne (5 500 visites : + 500%)

**Salons :** Présence aux salons Primevère à Lyon, au festival du livre d'écologie et de la revue d'écologie à Paris.

**Participation aux activités de collectifs**

L'association Agir pour l'Environnement assure une présence régulière dans les réunions des collectifs dont elle est membre. Elle a en particulier contribué aux travaux du Réseau Action Climat sur le lien « agriculture-climat », « énergie-transport », et a engagé en décembre une participation aux travaux du groupe PAC2013 sur la réforme de la Politique Agricole Commune. L'association participe également à l'animation du collectif des élus pour l'abeille.

# Rapport financier 2012 d'Agir pour l'Environnement

Adopté à l'unanimité des adhérents présents  
Lors de l'Assemblée générale de l'association tenue le 13 juillet 2013

---

L'année 2012 aura été marquée par une baisse régulière des recettes issues des appels à don. Sur les onze premiers mois de l'année, il a été constaté une diminution des retours. L'association a donc décidé d'adresser un appel à l'aide à son réseau enfin de redresser la barre ; appel à l'aide reçu 5 sur 5 par nos adhérents, ce qui a permis à l'association de terminer l'année 2012 avec un excédent d'exercice de 9 374 euros. Les réserves accumulées par l'association s'établissent donc à 39 756 euros. Comme en 2011, un effort tout particulier a été poursuivi afin de réduire au maximum les dépenses.

L'année 2012 a également été marquée par l'ouverture de l'association aux adhérents. D'une année sur l'autre, la part des recettes issue des cotisations est ainsi passée de 0,1% à 9,48% du budget pour s'établir à 30 638 euros. La réalisation d'une page internet dédiée aux adhésions ainsi que la boutique en ligne ont permis de collecter plus de 17 000 euros en année pleine, démontrant une véritable dynamique.

Comme les années précédentes, le remboursement du prêt lié à l'achat (en 2008) de notre local pèse chaque année sur notre résultat (à hauteur de plus de 20 000 euros dont il faudrait déduire environ 10 000 euros que nous n'avons plus à verser en loyer) ; cela dit, environs 10 000 euros de capital remboursé viennent abonder l'actif de notre association contribuant à sa solidité et à sa pérennité.

En 2012, nous avons reçu le concours financier de :

- Ministère de l'Ecologie et du Développement durable (4,69% des recettes)
- Réserve parlementaire (1,09% des recettes)
- La Région Ile de France (3,88% des recettes)
- La Mairie de Paris (2,50% des recettes)
- L'ASP – Aides à l'emploi (7,83%)

Hors aides à l'emploi, l'association est subventionnée par l'Etat et certaines collectivités locales à hauteur de 12,19%.

A ces aides ponctuelles sont venus s'ajouter les cotisations des adhérents, prélèvements automatiques, dons et contributions aux frais de campagne. Les adhésions à l'association représentent 7,60% (30 638 €) auxquels il est possible d'ajouter les prélèvements mensuels pour 74 739 € (23,41%) ainsi que les contributions volontaires pour 135 477 € soit 42,44%. La totalité des versements effectués au titre des cotisations, prélèvements, contributions volontaires et achat de matériels représentent 79,45% des recettes de l'association. L'autonomie financière de l'association atteint ainsi de plus 80,75% (en hausse par rapport à 2010 et 2011) auquel il est possible d'ajouter les aides à l'emploi (7,83%) peu sujettes à une baisse liée à une pression d'ordre politique.

Pour conclure, l'excédent d'exercice constaté en 2012 est d'autant plus méritoire qu'il intervient en période de crise économique. Le trou d'air constaté tout au long d'une grande partie de l'année 2012 est clairement un signal inquiétant. Le soutien apporté par les adhérents de l'association en fin d'année démontre, une fois encore, leur attachement à Agir pour l'Environnement. Dans une période de restrictions budgétaires qui peut amener l'Etat à se désengager, il est peu de dire que le soutien financier des adhérents ainsi l'autonomie acquise grâce à ce soutien sont précieux.

Jean-Marc FROHARD,  
Trésorier